

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

commun à :

Consultation n°7210 : Lot n°1 : Travaux de terrassement / VRD / Génie civil

Consultation n°7318 : Lot n°3 : Travaux de revêtement et équipement sportif

MAITRE DE L'OUVRAGE

MINISTERE DES ARMEES

CONDUCTEUR D'OPERATION

**ETABLISSEMENT DU SERVICE INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE DE
BREST (ESID DE BREST)**

Objet du marché

**PRESQU'ILE DE CROZON (29) – CONSTRUCTION D'UNE EMPRISE SPORTIVE ET
D'UNE HELISURFACE**

Annexes

Annexe 1 : Assistance PLACE

Annexe 2 : Clés ACID

Annexe 3 : DPGF

PROJET

Liste des abréviations

AAPC	Avis d'Appel Public à la Concurrence
BOAMP	Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics
BPU	Bordereau des Prix Unitaires
CCAG FCS	Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et services
CCAG PI	Cahier des Clauses Administratives Générales Prestations Intellectuelles
CCAG TX	Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux
CCAG MI	Cahier des Clauses Administratives Générales Marchés Publics industriels
CCAG TIC	Cahier des Clauses Administratives Générales Techniques de l'Information et de la Communication
CCAP	Cahier des Clauses Administratives Particulières
CCP	Code de la commande publique
CCTP	Cahier des Clauses Techniques Particulières
STB	Spécification Technique du Besoin (pour les marchés MI)
CPV	Common Procurement Vocabulary : vocabulaire commun pour les marchés publics
DE	Détail Estimatif
DPF	Décomposition des Prix forfaitaires
EPF	État des Prix Forfaitaires
ESID	Établissement du Service d'Infrastructure de la Défense
JOUE	Journal Officiel de l'Union Européenne
PLACE	PLate-forme des AChats de l'État
USID	Unité de Soutien d'Infrastructure de la Défense

Sommaire

ANNEXES	2
LISTES DES ABREVIATIONS	3
SOMMAIRE	4
1. DESCRIPTION DE LA CONSULTATION	6
1.1. OBJET DE LA CONSULTATION	6
1.2. OBJET DU PRESENT REGLEMENT DE LA CONSULTATION	6
1.3. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	6
2. CONDITION DE LA CONSULTATION	6
2.1. PROCEDURE RETENUE	6
2.2. CATEGORIE DE MARCHE	6
2.3. ALLOTISSEMENT	7
2.4. CODE CPV	7
2.5. FORME DU MARCHE	7
2.6. DATE D'ETABLISSEMENT, TYPE ET FORME DU PRIX	7
2.7. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	7
2.8. PRIME	7
2.9. PROTECTION DU SECRET	7
2.10. DELAI/DUREE D'EXECUTION DU MARCHE	8
2.11. LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
2.12. CONDITIONS CONTRACTUELLES	8
2.13. CCAG	8
2.14. VARIANTES	8
2.15. GROUPEMENT (COTRAITANCE)	8
2.16. SOUS-TRAITANCE	8
2.17. VISITE DES LIEUX	8
2.18. ACTION D'INSERTION PROFESSIONNELLE	9
2.19. CLAUSE SOCIALE DU MILITAIRE BLESSE	9
2.20. CLAUSES ENVIRONNEMENTALES	9
2.21. CERTIFICAT D'ECONOMIE D'ENERGIE (CEE)	9
3. MODALITES D'APPRECIATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	9
3.1. RECEVABILITE ADMINISTRATIVE	9
3.2. APPRECIATION DES CANDIDATURES	9
3.3. APPRECIATION DES OFFRES	10
3.3.1. Critères éliminatoires	10
3.3.2. Critères de sélection des offres - Pondération	10
3.3.3. Méthodologie d'attribution des notes	11
3.4. RECTIFICATION DE LA DECOMPOSITION DES PRIX	11
3.5. CLASSEMENT DES OFFRES	12
3.6. NEGOCIATION	12
3.7. CLASSEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION	12
3.8. MISE AU POINT	13
4. CONTENU DES PLIS ET MODALITES D'ETABLISSEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	13
4.1. DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA CANDIDATURE	13
4.1.1. Documents justificatifs et autres moyens de preuve	13
4.1.2. Candidature simplifiée – DUME	14
4.1.3. Autres moyens de preuve	14
4.2. DOCUMENTS RELATIFS A L'OFFRE	14
4.2.1. Projet de marché	14
4.2.2. Autres pièces constitutives de l'offre	15
4.3. PRESENTATION DES OFFRES EN CAS D'ALLOTISSEMENT	16
5. MODALITES DE REMISE DES PLIS	16
5.1. DATE LIMITE DE RECEPTION DES CANDIDATURES	16

5.2. DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES	16
5.3. ECHANGES DURANT LA PROCEDURE.....	16
5.4. MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	17
5.5. MODALITES DE REMISE DES PLIS	17
5.6. NOMMAGE DES FICHIERS	18
5.7. TRANSMISSION ET ECHANGES DE DOCUMENTS "DIFFUSION RESTREINTE" PENDANT LA CONSULTATION	18
5.8. COPIE DE SAUVEGARDE	19
5.9. ANTIVIRUS	20

PROJET

1. DESCRIPTION DE LA CONSULTATION

1.1. Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la construction d'une emprise sportive et d'une hélisurface sur la Presqu'Ile de Crozon (29).

1.2. Objet du présent règlement de la consultation

Le présent document définit :

- les modalités de la consultation et la forme contractuelle prévue ;
- la présentation des plis, les règles et le formalisme à respecter ;
- les modalités de remise des plis ;
- les hypothèses à prendre en compte pour l'établissement des offres ;
- les critères qui seront utilisés pour l'évaluation des offres.

La participation à la présente consultation vaut acceptation sans restriction des dispositions du présent règlement.

1.3. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation est constitué :

- du présent Règlement de la Consultation et ses annexes commun à chacun des lots ;
- de l'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes (RIB - EPF/BPU/DE - Sous-traitance) selon le lot concerné ;
- du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes commun à chacun des lots ;
- du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes selon le lot concerné.

Ces documents sont la propriété de l'État. Les informations communiquées par le pouvoir adjudicateur ne peuvent être utilisées à d'autres fins que l'élaboration d'une réponse à la procédure de passation du marché.

Pendant les phases de négociation, ce dossier pourra être modifié et complété. Ces modifications peuvent tirer les conséquences des éléments apparus au cours de négociation mais ne doivent pas conduire à modifier de façon significative la nature et l'étendue des besoins exprimés par le Pouvoir Adjudicateur ni violer l'égalité entre les candidats.

2. CONDITION DE LA CONSULTATION

2.1. Procédure retenue

La procédure retenue pour la présente consultation est la procédure adaptée restreinte consacrée par les [articles R. 2123-4 à R. 2123-6 du Code de la commande publique](#).


Le présent marché a fait l'objet d'un Avis d'Appel Public à la Concurrence (AAPC) publié :

- au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP),
- Sur la PLate-forme des AChats de l'État (PLACE) accessible à l'adresse :

www.marches-publics.gouv.fr

2.2. Catégorie de marché

Le présent marché est un marché de Travaux.

	BSTSAI7210-7318 - Presqu'île de Crozon (29 - Construction d'une emprise sportive et d'une hélisurface	RC
---	--	-----------

2.3. Allotissement

Les travaux sont divisés en lots.

Lot n°1	Travaux de terrassement /VRD / Génie civil	MAPA
Lot n°2	Travaux d'électricité / Eclairage / Accessoires aéronautiques	Marché subséquent à l'accord-cadre n°5641 pour la réalisation de travaux sur installation et réseaux électriques HT/BT et travaux sur installations Systèmes Sécurité Incendie
Lot n°3	Travaux de revêtement et équipements sportifs	MAPA

Le candidat peut répondre à un lot, plusieurs lots ou l'ensemble des lots.

2.4. Code CPV

	Lot n°1	Lot n°3
Code CPV	45110000-1 Travaux de démolition de bâtiments et travaux de terrassement	45212200-08 Travaux de construction d'installations sportives
GM	36.02.01 Travaux construction bâtiment neuf	36.02.01 Travaux construction bâtiment neuf

2.5. Forme du marché

Le présent marché est un marché ordinaire.

2.6. Date d'établissement, type et forme du prix

La date d'établissement, le type et la forme des prix sont définis dans le CCAP.

2.7. Délai de validité des offres

Le délai de validité de l'offre du candidat est fixé à **cent quatre-vingt (180)** jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

Toutefois, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales ou intermédiaires. En ce cas, c'est la date limite de remise de ces dernières qui sera prise en compte.


2.8. Prime

Le candidat consulté, ne pourra prétendre à aucune indemnité ou rémunération pour les prestations réalisées dans le cadre de cette consultation, y compris pour la remise de son offre.

2.9. Protection du secret

Conformément aux dispositions de l'instruction générale interministérielle sur la protection du secret de la défense nationale, annexée à [l'arrêté du 9 août 2021](#) portant approbation de [l'instruction générale interministérielle n° 1300](#) sur la protection du secret de la défense nationale, le marché est qualifié de **contrat sensible avec contrôle primaire des personnes physiques**.

L'attention des candidats est attirée sur les dispositions de [l'article 9.3 "Protection du secret"](#) du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

	BSTSAI7210-7318 - Presqu'Ile de Crozon (29 - Construction d'une emprise sportive et d'une hélisurface	RC
---	--	-----------

Le dossier de consultation contient des documents marqués "**Diffusion Restreinte**". La réglementation du maniement de ces documents est détaillée à l'[article 9.1 du CCAP](#).

2.10. Délai/durée d'exécution du marché

Le(s) délai(s) de livraison/d'exécution est (sont) défini(s) dans l'Acte d'Engagement ([article B5](#)).

2.11. Lieu d'exécution des prestations

Presqu'Ile de Crozon (29).

2.12. Conditions contractuelles

Les conditions contractuelles applicables au marché et les clauses juridiques sont définies dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) cité au paragraphe [1.3 du présent Règlement de la Consultation](#).

Les prestations et les fournitures du marché sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) cité au paragraphe [1.3 du présent Règlement de la Consultation](#).

2.13. CCAG

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable pour l'exécution du marché est le [CCAG Travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021](#).

2.14. Variantes

Lot 1 : Les variantes sont autorisées.

Lot 3 : Les variantes sont interdites.

2.15. Groupement (Cotraitance)

Si le candidat se présente sous la forme d'un groupement, celui-ci pourra être solidaire ou conjoint avec solidarité du mandataire.

Le candidat ne pourra pas se présenter en qualité de mandataire d'un groupement et de membre d'un autre groupement ou de candidat individuel.

2.16. Sous-traitance

Dès lors que le candidat a l'intention de sous-traiter une partie des prestations, il devra clairement l'indiquer en complétant le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance).

Tout sous-traitant est soumis à l'acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur qui peut rejeter une demande de sous-traitance dans les cas prévus aux [articles R. 2193-1 à R. 2193-4 du Code de la commande publique](#).

Dans tous les cas, le sous-traitant devra fournir la déclaration prévue aux articles [R. 2193-1 à R. 2193-8 du Code de la commande publique](#) (ou en signant le DC4, rubrique k).

Il est rappelé que pour toute sous-traitance dont le montant est égal ou supérieur à 10% du montant total du marché, le sous-traitant sera admis au paiement direct sous réserve qu'il soit accepté et ses conditions de paiements agréées par la personne publique.

2.17. Visite des lieux

Le candidat pourra demander à visiter les installations qu'il jugera utiles afin de compléter son offre en disposant de tous les éléments nécessaires.

Si le candidat décide de faire une visite des lieux, celle-ci pourra s'effectuer dès la réception du dossier de consultation des entreprises, jusqu'à **quinze (15) jours calendaires**, au plus tard, avant la date de clôture de remise des offres.

Il est recommandé, le cas échéant, de prendre rendez-vous dans les meilleurs délais.

Le candidat formulera sa demande de visite via l'adresse ci-dessous :

Adresse fonctionnelle : esid-brest-divilo-co-infra.contact.fct@intradef.gouv.fr

En indiquant comme objet : « **Consultation 7210-7318 – RDV VISITE** à l'attention du bureau-CO Infra »

Il est précisé :

- que les prises de vue sur le site sont interdites ;
- qu'aucune réponse d'ordre technique ne sera apportée aux questions posées par les candidats à l'occasion de ces visites. **Seules les questions écrites et adressées via la PLACE donneront lieu à des réponses de la part du Maître d'ouvrage.** Ces réponses écrites seront communiquées à l'ensemble des candidats, lorsque nécessaire, dans le respect de l'égalité de traitement des candidats et en conformité avec les règles relatives à la protection du secret des affaires.

2.18. Action d'insertion professionnelle

Sans objet.

2.19. Clause sociale du militaire blessé

Sans objet.

2.20. Clauses environnementales

En application de [l'article L.2112-2 du Code de la Commande Publique](#), la présente consultation comporte des clauses environnementales au niveau des conditions d'exécution du marché.

La mise en oeuvre des clauses environnementales dans le cadre du présent marché est définie à [l'article 11.2 du CCAP](#).

2.21. Certificat d'économie d'énergie (CEE)

Sans objet.

3. MODALITES D'APPRECIATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

3.1. Recevabilité administrative

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) fera procéder à l'ouverture des plis.

Seront rejetés sans jugement sur le fond et retournés au candidat concerné les plis :

- parvenant après la date et l'heure limites fixées dans l'avis de publicité (phase candidature) ou dans la lettre de consultation (phase offre) (heure de fin de dépôt du pli faisant foi), éventuellement reportée,
- ou parvenant sous enveloppe non fermée (pour les documents marqués "**Diffusion Restreinte**"),
- ou non rédigés en langue française ou non accompagnés d'une traduction en français.

3.2. Appréciation des candidatures

Les candidatures seront appréciées sur la base des renseignements et documents demandés au [paragraphe 4.1 du présent document](#), en tenant compte de la situation juridique des opérateurs économiques ainsi que de leurs garanties et capacités techniques et financières.

Lors de l'analyse des candidatures, seront éliminés :

- les candidats n'ayant pas fourni l'ensemble des déclarations, certificats ou attestations demandés, dûment complétés et signés ;
- les candidats ne présentant pas les compétences techniques nécessaires ;

- les candidats qui n'auraient pas les capacités professionnelles et financières suffisantes.

Pour justifier de ses capacités, le candidat peut demander que soient également prises en compte celles d'autres opérateurs économiques. Dans ce cas, il devra justifier des capacités de ces opérateurs économiques et apporter la preuve qu'il en dispose pour l'exécution du marché.

En application de l'article R. 2144-2 du Code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander des compléments au dossier de candidature. Les compléments devront être fournis dans un délai de **dix (10) jours** à compter de la date de réception de la demande.

Après vérification de la complétude des dossiers de candidature et de leur analyse, le représentant du pouvoir adjudicateur sélectionnera les candidatures retenues.

3.3. Appréciation des offres

3.3.1. Critères éliminatoires

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables au sens des dispositions du Code de la commande publique sont éliminées.

Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation, notamment parce qu'elle est incomplète, ou qu'elle méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.

Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Seront considérées comme irrégulières :

- les offres ne comprenant pas l'ensemble des documents identifiés au [paragraphe 4.2](#) ci-dessous ;
- les offres qui ne seraient pas chiffrées dans tous leurs éléments ;
- les offres ne répondant pas à la totalité des exigences du cahier des charges.

Les offres inappropriées sont éliminées avant démarrage de la négociation conformément à l'article R. 2152-1 du Code de la commande publique.

Les offres irrégulières et inacceptables sont éliminées au terme des négociations conformément à l'article R. 2152-1 du Code de la commande publique.

3.3.2. Critères de sélection des offres - Pondération

Les offres qui n'auront pas été éliminées au sens de l'article ci-dessus seront évaluées en fonction des critères énoncés ci-dessous :

Libellé	Valeur en %	
	Lot 1	Lot 3
Critère n°1 : Prix	60 %	60 %
Critère n°2 : Valeur technique	40 %	40 %

Critère du prix :

Il est précisé que le critère prix sera apprécié selon des critères énoncés au [paragraphe A de l'article 3.3.3 du présent document](#) en tenant compte du mémoire technique fourni par le candidat.

Critère valeur technique de l'offre :

Il est précisé que le critère valeur technique sera apprécié selon les critères énoncés au [paragraphe B de l'article 3.3.3 du présent document](#) en tenant compte du mémoire technique fourni par le candidat.

3.3.3. Méthodologie d'attribution des notes

A- L'évaluation du critère « Prix » se fera par la méthode suivante :

Le montant pris en considération pour le critère « Prix » est le montant de l'EPF BPU DE en [annexe 2](#) de l'acte d'engagement.

Pour le classement, la note sera établie suivant la formule ci-dessous :

$$\text{Note} = (\text{Prix le plus bas} / \text{Prix de l'offre examinée}) \times 60$$

B - L'évaluation du critère « Valeur technique » se fera par la méthode suivante :

1- Evaluation de la valeur technique de l'offre

N°	Intitulé des sous-critères	Répartition des points
1	Organisation : Phasage du chantier, méthodologie de construction, de mise en œuvre et de moyens humains du candidat	/20
	Qualité et pertinence des moyens humains et organisationnels mis en place par le candidat pour la réalisation de l'ensemble des prestations attendues dans le cadre du présent marché.	
2	Matériaux et solution techniques proposées	/40
	Pertinence des solutions techniques proposées par le candidat pour répondre à l'ensemble des exigences du CCTP et qualité des matériels et matériaux demandés.	
3	Sécurité et protection de la santé – Plan qualité	/10
	Pertinence des mesures proposées par le candidat pour assurer la sécurité et la protection de la santé des personnes intervenant sur le chantier.	
4	Gestion et valorisation des déchets	/10
	Qualité du SOGED et pertinence des moyens mis en œuvre pour la gestion des déchets de chantier.	
5	Décomposition et sous-détail des prix	/20
	Complétude, cohérence et précision de la décomposition des prix.	
Nombre de points maximum		/100

2- Attribution de la note

Pour le classement, la note sera établie suivant la formule ci-dessous :

$$\text{Note} = (\text{Nombre de points de l'offre technique évaluée} / \text{Nombre de points de l'offre technique la meilleure}) \times 40$$


C- Attribution de la note finale

Pour le classement, la note sera établie suivant la formule ci-dessous :

$$\text{Note finale} = [(\text{Prix le plus bas} / \text{Prix de l'offre examinée}) \times 60] + [(\text{Nombre de points de l'offre technique évaluée} / \text{Nombre de points de l'offre technique la meilleure}) \times 40]$$

3.4. Rectification de la décomposition des prix

En cas de contradiction dans l'offre d'un candidat :

	BSTSAI7210-7318 - Presqu'île de Crozon (29 - Construction d'une emprise sportive et d'une hélisurface	RC
---	--	-----------

- les indications de prix portés dans l'État des Prix Forfaitaires (EPF), Bordereau des Prix Unitaires (BPU), et détail estimatif (DE) prévaudront sur toutes autres indications de prix figurant dans l'offre,
- les erreurs de report, de multiplication ou d'addition contenues dans l'offre seront rectifiées,
- c'est le montant total de l'EPF/BPU/DE qui sera pris en considération lors du classement des offres.

3.5. Classement des offres

L'examen des offres par le RPA donnera lieu à un classement selon les critères cités plus haut.

3.6. Négociation

La négociation est conduite dans le respect du principe d'égalité de traitement de tous les candidats.

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur négocie avec les soumissionnaires les offres initiales et toutes les offres ultérieures, à l'exception des offres finales.

Cependant, sous réserve d'offres de qualité suffisante, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales ou intermédiaires, sans négociation. Dans ce cas, ces dernières seront considérées comme offres finales.

En cas de négociation, celle-ci se fera, si nécessaire, en plusieurs étapes.

Sur les bases de la notation des offres initiales et sous réserve d'un nombre d'offres suffisant, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas retenir tous les candidats pour former la liste restreinte des candidats admis en phase négociation.

Dans ce cas, à l'issue de chaque analyse des offres techniques, celles qui auront obtenu une note technique* strictement inférieure à 30 (trente) points sur 100 (cent) points seront éliminées. Le candidat portant une telle offre ne sera pas retenue pour la phase de négociation ultérieure.

(*) note technique de l'offre évaluée sur 100 points maximum avant application du critère de pondération.

En ce cas, les candidats non admis en phase de négociation en seront informés via PLACE, en leur indiquant les motifs du rejet de leur offre ([Articles R. 2181-1 du Code de la commande publique](#)).

La négociation ne permet pas de modifier les caractéristiques principales du marché, telles que, notamment, son objet ou les critères de sélection des offres.

La négociation pourra cependant porter sur :

- le prix ou ses éléments : par exemple le prix des matériels, des garanties, etc. ;
- la qualité : la qualité, suffisante ou, au contraire, surestimée au regard des besoins, son incidence sur le prix, si le niveau de qualité demandé est modifié à la hausse ou à la baisse ;
- le délai : l'incidence sur le prix des exigences en terme de délai, la part du transport et des formalités diverses, etc.

3.7. Classement des offres et attribution

A la fin des négociations, une demande d'offre finale sera formulée auprès des candidats. Cette dernière offre ne pourra être négociée. Un ordre de classement sera établi sur la base de ces offres finales.

Le soumissionnaire dont l'offre arrivera en première position se verra attribuer le marché, sous réserve qu'il transmette, dans les délais impartis par la personne publique, les pièces demandées aux [articles R. 2143-5 à R. 2143-15 et R. 2144-1 à R. 2144-7 du Code de la commande publique](#). S'il ne satisfait pas à la présente obligation, le RPA écartera définitivement l'offre de ce candidat

qui sera éliminé. Le candidat dont l'offre a été classée en deuxième position sera sollicité par le RPA. Ce candidat sera soumis à la même obligation de produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifie à tous les autres candidats le rejet de leur offre, par le biais de la messagerie de la Plateforme des Achats de l'Etat (PLACE).

3.8. Mise au point

Le candidat retenu peut aussi éventuellement être invité dans le cadre d'une mise au point à corriger des erreurs ou des anomalies évidentes quant à l'offre retenue ou quant aux composantes du marché. Les modifications apportées ne peuvent remettre en cause les caractéristiques substantielles de l'offre retenue ni le classement des offres.

La mise au point pourra être effectuée par le biais d'un formulaire OUV11 signé par l'attributaire et le RPA et constitue une annexe à l'Acte d'Engagement.

4. CONTENU DES PLIS ET MODALITES D'ETABLISSEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

L'ensemble des documents devra impérativement rédigé en langue française. Si certains documents ne pouvaient être transmis en langue française, il est demandé qu'ils soient accompagnés d'une traduction en français.

Pour chacun des lots concernés, le pli contient tous les documents et renseignements demandés au titre de la candidature et de l'offre. Ce pli devra être transmis par voie électronique sur la PLate-forme des AChats de l'Etat depuis www.marches-publics.gouv.fr

4.1. Documents et renseignements relatifs à la candidature

Le nombre de candidats admis à présenter une candidature n'est pas limité.

4.1.1. Documents justificatifs et autres moyens de preuve

Les candidats fourniront les éléments suivants ou leurs équivalents :


✓ Capacité juridique, économique et financière :

- DC1 (lettre de candidature – habilitation du mandataire par ses co-traitants) ;
- DC2 (déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement) ;
Formulaires téléchargeables à partir du lien www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat
- Extrait Kbis de moins de 3 mois ;
- Document(s) attestant des pouvoirs des personnes habilitées à engager le candidat, y compris en cas de groupement les habilitations nécessaires pour représenter les co-traitants ;
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.

✓ Références professionnelles et capacités techniques :

- Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des trois dernières années en rapport avec l'objet du marché, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les prestations les plus importantes. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des prestations et précisent si elles ont été effectuées selon les règles de l'art et menées régulièrement à leur fin.

La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

	BSTSAI7210-7318 - Presqu'île de Crozon (29 - Construction d'une emprise sportive et d'une hélisurface	RC
---	--	-----------

Le candidat qui ferait appel à un ou plusieurs sous-traitant(s), accompagnera sa candidature des déclarations de sous-traitance (Formulaire DC4).

- La fiche autocontrôle : fournie en annexe de l'avis de publicité, dans la rubrique « avis complémentaire en ligne » est à compléter.

4.1.2. Candidature simplifiée – DUME

En remplacement des formulaires DC1 et DC2, les candidats éligibles peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution 2016/07 de la Commission européenne du 5 janvier 2016, et disponible sur <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

Les candidats éligibles ne souhaitant pas déposer de candidature simplifiée, qui se présentent en groupement d'opérateurs économiques, ceux qui ne disposent pas d'un numéro SIRET et les sociétés de nationalité étrangère ne disposant pas de SIRET, doivent respecter les exigences de la candidature hors déclaration simplifiée. En tout état de cause, une même personne ne peut présenter plus d'un candidat pour un même marché.

4.1.3. Autres moyens de preuve

Les candidats ne sont pas tenus de fournir ces justificatifs et moyens de preuve lorsque le maître d'ouvrage peut les obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans sa candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Ainsi, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public est dispensé de transmettre ses attestations fiscales et sociales à condition que le représentant du pouvoir adjudicateur puisse accéder à ces informations.

4.2. Documents relatifs à l'offre

Le candidat produira pour chaque lot concerné une offre complète.

Il est précisé qu'aucune modification ou réserve ne doit être apposée sur les documents proposés par l'administration, sous peine d'entraîner le rejet de l'offre.

Le cas échéant, les candidats formuleront leurs observations sur un document distinct sans que ces observations puissent remettre en cause les documents de la consultation. L'éventuelle acceptation de ses propositions sera prise en compte par une modification des documents de la consultation.

À l'appui de son offre, le candidat produira un dossier complet comprenant les pièces exigées ci-dessous.

4.2.1. Projet de marché

Le projet de marché comprend :

- **un Acte d'Engagement (AE)** du lot concerné : cadre ci-joint à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés de toutes les entreprises candidates ayant vocation à être titulaires du marché.

Cet Acte d'Engagement devra être accompagné de :

- l'annexe RIB : à compléter et RIB à joindre ;
- l'État des Prix Forfaitaires/Bordereau des Prix Unitaires/Détail Estimatif » (EPF/BPU/DE) du lot concerné : cadre ci-joint à compléter, arrondi à 2 chiffres après la virgule, **1 en format PDF et 1 en format EXCEL** ;

Cet Acte d'Engagement sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché (DC4). Pour les sous-traitants désignés au marché, chaque candidat devra indiquer dans l'Acte d'Engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à [l'article B4 de l'Acte d'Engagement](#).

4.2.2. Autres pièces constitutives de l'offre

• Un mémoire technique

Le mémoire technique, **pour chaque lot concerné**, comprenant :

○ Chapitre 1 : Organisation mise en place et moyens humains du candidat

Le soumissionnaire fournira une note méthodologique sur le déroulement des travaux, objet du marché et comprenant les informations suivantes :

- ✓ Les moyens humains (nombre et qualités des personnes) affectés au marché,
- ✓ L'organisation spécifique que le candidat envisage de mettre en place afin d'assurer l'exécution du marché, dans le respect du calendrier prévisionnel et malgré les contraintes liées au site d'intervention et à la co-activité,
- ✓ La liste des sous-traitants envisagés,
- ✓ Un planning prévisionnel.

○ Chapitre 2 : Matériaux et solutions techniques

Le soumissionnaire fournira une note décrivant les solutions techniques proposées pour répondre aux exigences du CCTP et permettant de juger de la qualité des matériels et matériaux fournis dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Il fournira notamment annexé au présent RC:

- ✓ Des fiches de documentation technique,
- ✓ Ses procédures de mise en œuvre,
- ✓ Des schémas.

○ Chapitre 3 : Sécurité et protection de la santé - plan qualité :

Le soumissionnaire fournira une note comprenant :


- ✓ Les principales mesures prévues pour assurer la sécurité et la protection de la santé sur le chantier,
- ✓ Les détails garantissant le respect des règles HSCT,
- ✓ le schéma organisationnel du plan qualité notamment avec les éventuels sous-traitants.

○ Chapitre 4 : Gestion et valorisation des déchets :

Le soumissionnaire indiquera dans son mémoire technique les moyens mis en œuvre par le soumissionnaire pour appliquer et suivre le schéma organisationnel de gestion et d'élimination des déchets de chantier (SOGED).

Pour rappel, le mémoire technique est un document qui présente l'offre technique du soumissionnaire répondant à l'ensemble des exigences des CCAP et CCTP. Les réponses devront concerner spécifiquement le présent marché et ne sauraient rester génériques ou générales. Les documents d'ordre général ne concernant pas directement le présent marché seront consultés à titre informatif mais ne seront pas pris en compte dans la notation de la valeur technique de l'offre.

Le cadre de réponse est imposé aux candidats et doit correspondre à l'ordre des items du tableau figurant [au § 3.3.3.B.1 du présent document](#).

	BSTSAI7210-7318 - Presqu'île de Crozon (29 - Construction d'une emprise sportive et d'une hélisurface	RC
---	--	-----------

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de rendre contractuel tout ou partie du mémoire technique fourni à l'offre (conformément à [l'article 2.3 du CCAP](#)).

Attention : le candidat doit présenter un seul et unique mémoire technique par lot.

- Une décomposition des prix forfaitaires,

Le soumissionnaire devra fournir pour le lot concerné une décomposition précise et détaillée de ces prix conformément au cadre transmis en annexe 3 du présent document. (en format PDF et en format Excel).

4.3. Présentation des offres en cas d'allotissement

Les candidats répondant à plusieurs lots doivent présenter pour chacun des lots, les éléments relatifs à leurs offres.

5. MODALITES DE REMISE DES PLIS

5.1. Date limite de réception des candidatures

Les candidatures doivent parvenir à l'ESID de Brest avant le :

Voir la publicité

ATTENTION : Les plis parvenant après la date de l'heure limites seront refusés.

5.2. Date limite de réception des offres

Les offres devront parvenir à l'ESID de Brest avant le :

Voir la lettre de consultation jointe au DCE au stade de l'offre

ATTENTION : Les plis parvenant après la date et l'heure limites seront refusés.

5.3. Echanges durant la procédure

Les différents échanges et communication en cours de procédure interviennent exclusivement par voie électronique, la procédure concernant les documents « **Diffusion Restreinte** » est définie à [l'article 5.7 infra](#).


L'attention des candidats est attirée sur le fait que la ou les adresses de messagerie communiquées dans le formulaire DC1, feront foi pour la transmission de l'ensemble des documents dans le cadre de la présente procédure via le site www.marches-publics.gouv.fr

Il appartient au candidat de relever son courrier électronique régulièrement. La responsabilité du représentant du pouvoir adjudicateur ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps utiles.

Toute question dont la réponse pourrait avoir un impact sur la teneur des offres ou le délai de remise des plis devra parvenir au représentant du pouvoir adjudicateur via PLACE (www.marches-publics.gouv.fr) en repérant chaque question par un numéro d'ordre, et en précisant si nécessaire la nature du document, le chapitre, le n° de page... du texte concerné, **au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite de réception des offres**. Les réponses aux questions seront adressées aux candidats en temps utile.

Pour les questions posées ultérieurement, la personne publique ne sera pas tenue de répondre et le candidat ne pourra s'en prévaloir pour faire repousser les délais de remise des candidatures et des offres.

Les questions et les réponses de la personne publique, si elles intéressent l'ensemble des soumissionnaires, seront portées à leur connaissance sous forme écrite par mise en ligne sur la PLACE. Les candidats souhaitant être informés de ces échanges durant la consultation devront s'être identifiés sur la PLACE lors du téléchargement du dossier de consultation.

	BSTSAI7210-7318 - Presqu'île de Crozon (29 - Construction d'une emprise sportive et d'une hélisurface	RC
---	--	-----------

5.4. Modification de détail au dossier de consultation

La personne publique se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard **quatre (4) jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres**. Dans le cas où seule la date limite de remise des offres est modifiée, le délai précité est ramené à **trois (3) jours calendaires**.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de la nouvelle date.

5.5. Modalités de remise des plis

Pour cette procédure, le mode de transmission électronique est imposé pour l'ensemble des phases composant la consultation (remise des candidatures, retrait du dossier de consultation, remise des offres, négociation, tous échanges de courrier ...) via la PLactefome des AChats de l'Etat depuis www.marches-publics.gouv.fr

Les opérateurs économiques devront :

- d'une part, s'identifier (ce qui nécessite d'être inscrit au préalable sur la PLate-forme des AChats de l'Etat (PLACE) www.marches-publics.gouv.fr
- d'autre part, dans le cas où ils seraient retenus comme titulaire du marché ou de l'accord-cadre, se procurer un certificat numérique conforme aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique accessible sur le site legifrance.gouv.fr :

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2018/4/12/ECOM1800780A/jo/texte>.

Le dépôt des réponses électroniques s'effectue sur la PLate-forme des AChats de l'Etat (PLACE) accessible depuis www.marches-publics.gouv.fr ou via les portails www.achats.defense.gouv.fr

Le mode de réponse se présente de la manière suivante :

- L'Acte d'Engagement (AE) figure de manière dissociée au sein de la réponse car la signature électronique doit être apposée directement sur le fichier non compressé constituant l'AE. **Il doit donc être signé séparément du reste de la réponse**. Le soumissionnaire peut joindre d'autres documents avec leur propre signature.

Nota 1 : Pour être informé des échanges avec l'acheteur, l'opérateur économique devra vérifier que l'adresse des échanges avec la PLACE 'nepasrepondre-prod@marches-publics.gouv.fr' soit accessible ou mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy en place dans les entreprises.

Nota 2 : Lorsque l'opérateur économique envoie son pli électronique signé, il reçoit en retour, un accusé de réception électronique de son dépôt. Tout pli électronique reçu après la date limite de dépôt ne sera pas admis. Il en sera de même pour une réponse incomplète.

Le certificat numérique permet de signer numériquement tous les documents transmis par voie électronique. Ainsi, la signature de leurs documents se fait de manière électronique, de préférence sur la PLate-forme des AChats de l'Etat (PLACE)

Si le soumissionnaire n'utilise pas l'outil de signature de la PLACE, il fournira la procédure permettant la vérification de la validité de la signature conformément de l'arrêté du 22 mars 2019 mentionné supra.

Les formats utilisés pour la transmission électronique ou l'envoi sur support électronique des offres doivent être choisis dans un format largement disponible: Word 2003, Excel 2003, PowerPoint 2003, PDF, JPG, zip (winzip, filzip, etc.) ou équivalent, tous compatibles PC ; l'administration doit pouvoir lire et imprimer les fichiers reçus.

En cas de difficultés rencontrées sur la Plateforme, des informations complémentaires figurent en [annexe 1 du présent document](#).

5.6. Nommage des fichiers

Pour des raisons d'optimisation de la dématérialisation, les règles de nommage ci-dessous doivent être respectées par les candidats. Le type de pièce doit figurer au début du nom de fichier, il est ensuite suivi du numéro chronologie de marché (n° d'appel d'offre), et, enfin du nom de la société.

<Type de document><n° appel d'offre><nom de l'entreprise>

Chacun des items est séparé du suivant par un « underscore » de la touche 8 sur un clavier Azerty. Aucun accent ni de caractère spécial ne doit apparaître dans le nommage du fichier.

Exemples :

AE_AF1_7210_entrepriseX

MTEC_AT3_7210_entrepriseZ

DC1_7318_entrepriseY

Kbis_7318_entrepriseW

Codification des documents			
Acte d'engagement	AE	Cahier des clauses administratives particulières	CCAP
Acte de sous-traitance	ST	Cahier des clauses particulières	CCP
Annexe de sécurité	AS	Cahier des clauses techniques particulières	CCTP
Annexes financières	AF	Décomposition du prix global et forfaitaire	DPGF
Annexes techniques	AT	Détail estimatif	DE
Bordereaux de prix unitaires	BPU	Etat des prix forfaitaire	EPF
Clauses administratives communes	CAC	Mémoire technique	MTEC

5.7. Transmission et échanges de documents "**Diffusion restreinte**" pendant la consultation

La procédure est 100% dématérialisée. Toutefois, les documents estampillés "**Diffusion Restreinte**" devront être envoyés en format dématérialisé par ordre de priorité :

1. Sur PLACE, **cryptés via la solution ACID**, en adressant les archives aux destinataires joints en [annexe 2](#).
2. Sur PLACE, **en container chiffré via le logiciel ZED ! PRO**. Le candidat devra transmettre le mot de passe d'ouverture du container à l'adresse mail suivante : esid-brest-bam-section-inv.contact.fct@intradef.gouv.fr, en indiquant en objet du courriel : 7210-7318 – lot n° xx – Phase offre.Zed

Le container (déposé sur PLACE) et le mot de passe (transmis sur l'adresse mail) devront être déposés de manière concomitante avant la date et l'heure de remise des offres.

Les soumissionnaires sont invités à se doter de la solution ZED ! PRO s'ils n'ont pas ACID. Attention, l'Acheteur ne pourra pas ouvrir les containers cryptés avec ZED ! FREE.

Si le candidat souhaite avoir davantage d'informations sur l'application ZED, il est invité à consulter le lien suivant : <https://www.ssi.gouv.fr/administration/qualification/zed/>

3. Sur CD-Rom ou Clef USB envoyé :

- soit par la poste, en recommandé avec accusé de réception, à l'adresse indiquée ci-après :

ESID de Brest

Service Achats d'Infrastructure – BAM / SSA

BCRM de Brest - CC 16

29240 Brest Cedex 09

- soit remis contre récépissé tous les jours ouvrés en se présentant à l'adresse suivante :

ESID de Brest
Service Achats d'Infrastructure – BAM / SSA
15 bis Avenue de l'école navale
29200 Brest

Le pli contiendra une enveloppe intérieure dans laquelle seront insérés l'ensemble des documents "**Diffusion restreinte**".

Cette enveloppe portera la mention suivante "**Ne pas ouvrir**" suivi de l'adresse de l'ESID indiquée ci-dessus, de l'objet du marché et du numéro d'appel d'offre, du lot concerné si la consultation est allotie, et du nom et adresse du candidat.

Lors de la remise des offres, c'est la date de réception la plus tardive des deux envois (PLACE pour les documents non protégés et courrier postal pour les documents DR) qui sera prise en compte.

Il est précisé aux soumissionnaires que le mode d'envoi choisi des documents « **Diffusion restreinte** » n'entre pas dans le champ de la notation des critères de l'offre.

Dans tous les cas, afin de sécuriser leur envoi, les candidats sont invités à :

- prendre contact avec l'Acheteur par le biais d'une question PLACE afin de s'assurer que le mode d'envoi retenu fonctionne .
- remettre une copie de sauvegarde dans les conditions mentionnées à **l'article 5.8** ci-dessous.

Pour rappel, aucun document estampillé « **Diffusion Restreinte** » ne peut être envoyé sur PLACE sans être préalablement crypté ou chiffré.

5.8. Copie de sauvegarde

Les candidats peuvent adresser, sur support physique électronique (clef USB par exemple), une copie de sauvegarde. Les documents figurant sur ce support doivent être signés électroniquement (pour les documents dont la signature est obligatoire).

Cette copie ne pourra être prise en compte que :

- lorsque, dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique, un programme informatique malveillant (ou « virus ») est détecté par l'acheteur public. La trace de la malveillance du programme est conservée par l'acheteur public ;
- lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'est pas parvenue à l'acheteur public dans les délais de dépôt des candidatures et des offres (par exemple, les aléas de transmission), alors que la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais ;
- lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique, mais n'a pas pu être ouverte par l'acheteur public.

Les candidats sont alertés sur le fait que le site de la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) fait l'objet de dysfonctionnements récurrents depuis plusieurs mois. Par conséquent, les candidats sont très fortement invités à remettre une copie de sauvegarde.

Les candidats sont informés qu'en l'absence de copie de sauvegarde et dans le cas où l'offre d'un candidat ne pourrait être ouverte, l'acheteur sera tenu de l'écarter.

Lorsque l'acheteur public ouvre la copie de sauvegarde, le document reçu par voie électronique ne sera pas utilisé. La copie de sauvegarde se substitue au document initial. Elle devient la candidature ou l'offre qui fait foi, au détriment du pli arrivé hors délai ou qui n'a pu être ouvert.

Le pli sera :

- soit envoyé par la poste en recommandé avec accusé de réception, à l'adresse indiquée ci-après :

ESID de Brest
Service Achats d'Infrastructure - BAM / SSA
BCRM de Brest – CC 16
29240 Brest Cedex 09

- soit remis contre récépissé tous les jours ouvrés en se présentant à l'adresse suivante :

ESID de Brest
Service Achats d'Infrastructure – BAM / SSA
15 bis Avenue de l'école navale
29200 Brest

Le pli contiendra une enveloppe intérieure dans laquelle seront insérés l'ensemble des documents et renseignements cités au [paragraphe 4](#) ci-dessus. Cette enveloppe portera la mention suivante :

NE PAS OUVRIR
COPIE DE SAUVERGARDE
"Ne pas ouvrir avant la séance d'ouverture des plis"
ESID de Brest
Service Achats d'Infrastructure – BAM / SSA
BCRM de Brest - CC 16
29240 Brest Cedex 09
Objet du marché :
BSTSAI7210-7318 – Presqu'île de Crozon - Construction d'une emprise sportive et d'une
hélisurface – Lot n°XX
Nom et adresse du candidat :

Rappel : Les candidats répondant pour plusieurs lots auront à produire un dossier complet par lot, donc une enveloppe par lot.

5.9. Antivirus

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre ou de la copie de sauvegarde. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en seront avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.